

TAXATION

Par Giles Daoust

On parle souvent des **freins à l'entrepreneuriat**, parmi lesquels on cite notamment le manque d'esprit d'entreprendre, de financement et de main d'œuvre qualifiée ; et l'excessive taxation et lourdeur administrative.

Un élément au cœur de presque toutes ces problématiques est **le coût du travail**, qui est beaucoup trop élevé en Belgique.

Je ne parle pas de la hauteur des salaires, qui me semble relativement logique au vu du niveau de vie et de développement de notre pays. Je parle surtout de **la taxation du travail**, qui est en Belgique, selon les études et méthodes de calcul, soit la deuxième plus forte d'Europe après la France, soit la première de tous les pays de l'OCDE.

La taxation du travail en Belgique est une des plus importante d'Europe.

On a trop souvent tendance à parler uniquement des **charges patronales**. Le « **Tax Shift** » est censé apporter un début de solution à cette composante précise – à part que pour rappel, il s'agit d'un *Tax Shift*, et non pas d'un **Tax Cut**. Par ailleurs, il est couplé à la régionalisation – et réforme complète – des **aides à l'emploi**, celle-ci ayant un impact négatif dans de nombreuses entreprises, où elle réduit à néant l'impact positif du Tax Shift.

L'autre « effet pervers » du Tax Shift, c'est qu'il **polarise la concertation sociale**, car comme il ne s'applique qu'aux charges patronales, il est présenté par les syndicats comme un « cadeau aux patrons ». Or, une fois passé l'effet d'annonce, le Tax Shift ne produit **pas un incitant massif** à l'engagement de travailleurs, ni pour les startups, ni pour les entreprises établies, ni pour les entreprises internationales qui envisagent de s'implanter en Belgique.

L'autre composante majeure du coût du travail, et dont on parle rarement vu ses implications complexes, c'est **la partie « travailleur »** de la taxation du travail. Elle aussi, est beaucoup trop élevée. Le problème c'est qu'en la diminuant significativement, **on toucherait aux tabous tels que le financement de la sécurité sociale**, soins de santé, chômage, pensions, etc. D'une manière générale, il faudrait se poser la question, éminemment délicate, de la réduction des dépenses de l'Etat, qui sont exorbitantes.

Pourtant, si on diminuait de manière significative la taxation du travail (dans son ensemble), cela apporterait une **réponse à la plupart des freins à l'entrepreneuriat** cités plus haut : le manque d'esprit d'entreprendre (en rendant beaucoup moins risqué d'engager du personnel), de financement (en diminuant les coûts de fonctionnement), de main d'œuvre qualifiée (en fluidifiant le marché du travail et en provoquant une immigration de cerveaux plutôt que l'inverse), etc. Cela provoquerait donc un regain de vigueur économique, qui elle-même, génère des recettes fiscales.

Diminuer de manière significative la taxation du travail apporterait une réponse à la plupart des freins à l'entrepreneuriat.

Pour qu'une telle politique ait du succès, il faudrait évidemment que ce **Tax Cut** (et non pas Shift) soit vraiment *significatif* et *durable*, pour qu'il ait un réel impact sur les décisions des entreprises, petites et grandes, belges et étrangères implantées en Belgique.

Malheureusement, la lasagne institutionnelle belge rend la mise en œuvre d'une telle politique extrêmement complexe.